



Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits

**DEFIS D'ACCES AU MARCHÉ DU TRAVAIL :
Quelles alternatives pour les jeunes burundais?**

Synthèse

En partenariat avec



Bujumbura, Burundi, Mars 2010

“ Défis d'accès au marché du travail : Quelles alternatives pour les jeunes burundais “

1. Introduction

Après confirmation durant la Conférence Nationale qui se déroula au Burundi, Bujumbura en Octobre 2008, quatre des principaux obstacles d'une paix durable (seconde phase de recherches et consultations) ont été achevés par les partenaires locaux d'Interpeace au Burundi. Les personnes responsables du marché du travail ont actualisé des documents détaillés comprenant toute la problématique ainsi que les solutions sur le sujet des jeunes, du chômage et du sous-emploi.

Les jeunes burundais éprouvent des difficultés considérables face à l'accès au marché du travail. En plus de la pauvreté, le conflit qui aura duré plus de 10 ans dans le pays et les barrières culturelles sont des obstacles à la création d'emplois.

Cette recherche essaye de canaliser les principales idées qui se dégagent lors des débats autour des alternatives possibles pour adresser ce défi. La recherche sur le terrain a été effectuée entre Janvier 2009 et Septembre 2009, et plus de 500 personnes ont été associées aux consultations communales et provinciales, thématiques ou individuelles, pour un total de dix neuf focus groupes et une dizaine d'entretiens individuels. Les données empiriques recueillies auprès de la population ont été complétées et enrichies d'une part par des analyses des membres du groupe de réflexion disposant d'une expertise reconnue, et d'autre part par une recherche théorique et documentaire susceptibles d'apporter un éclairage supplémentaire et d'enrichir la compréhension de ces enjeux.

Le rapport est structuré autour des défis et des principales pistes de solutions proposées lors des débats :

2. Défis majeurs

Défi 1 : Prédominance du sous-emploi en milieu rural et du chômage dans les zones urbaines :

La problématique de l'emploi au Burundi est caractérisée par le sous-emploi rural et le chômage urbain. Cette situation s'explique par la structure de l'économie burundaise : l'agriculture de subsistance constitue la principale activité de la population en milieu rural ; le marché de l'emploi,

principale source de revenu dans les zones urbaines, est en proie au déséquilibre de l'offre et de la demande.

TROIS DEFIS MAJORS DU MARCHES DU TRAVAIL AU BURUNDI

1. Prédominance de sous-emploi en milieu rural et du chômage dans les zones urbaines
2. Les pesanteurs culturelles sur le marché du travail
3. Les faiblesses structurelles du marché de l'emploi

Défi 2 : Les pesanteurs culturelles sur le marché du travail :

L'enthousiasme au travail qui demande moins d'effort et plus de considération, la faiblesse des actions novatrices et les attentes sur les emplois publics sont ici évoquées comme des facteurs limitants l'accès des jeunes au marché du travail. Cet héritage social d'influence culturelle suscite un débat sur la responsabilité des uns et des autres : aversion à l'effort ; manque de créativité et propension au fonctionnariat.

Défi 3 : Les faiblesses structurelles du marché de l'emploi :

L'inadéquation formation-emploi, la compression des emplois publics et le secteur privé formel qui se cherche encore sont des signes éloquentes des faiblesses structurelles du marché du travail. L'adaptation de la formation aux besoins du marché de l'emploi laisse à désirer. En plus, les limites du secteur public en mal de création de nouveaux emplois et secteur privé au stade embryonnaire sont loin de satisfaire le marché du travail.

3. Conclusions et recommandations

En guise de solutions, les gens s'orientent souvent dans leur réflexion, vers la réforme de l'enseignement, pour introduire de nouveaux modules et des activités parascolaires d'apprentissage de métiers, non pas seulement dans des écoles techniques, mais aussi dans l'enseignement général et à l'université. Pour reconditionner les jeunes et stimuler l'esprit de créativité, et les aider à surmonter les barrières culturelles héritées de la société. Ils pensent aussi aux créneaux de recherche et d'information sur le marché de l'emploi, pour favoriser la prospective et inspirer les politiques publiques.

Le rapport complet présente les points de consensus et ceux qui marquent des divergences de points de vue des personnes consultées. En quelques mots, il est clairement ressorti de ces consultations que les préoccupations de la population portent principalement sur 2 aspects:

- **Le poids des barrières culturelles et les faiblesses du marché de l'emploi**

Cette partie se focalise sur les points suivants : Les pesanteurs culturelles sur le marché de l'emploi qui suscitent le débat sur l'aversion à l'effort, le manque de créativité et la propension à l'emploi public ; les faiblesses structurelles du marché de l'emploi qui combinent l'inadéquation formation-emploi, la compression des emplois publics et les difficultés d'éclosion du secteur privé.

- **Quelles solutions au chômage et au sous-emploi des jeunes ?**

Les débats relatifs à la proposition de solutions ont dégagé les points suivants : une prise de conscience des défis et des opportunités ; l'éducation à l'esprit d'entreprise ; l'exploration des opportunités à la portée des jeunes ruraux et urbains ; l'assainissement du marché du travail et l'incitation à la création de l'emploi.

Conclusions et recommandations

L'emploi constitue un aspect fondamental de lutte contre la pauvreté. Les jeunes, principaux atouts de toute société, sont les plus durement frappés par le chômage et le sous-emploi. Leur intégration sur le marché du travail est la meilleure solution pour le développement économique et la consolidation de la paix dans le pays. L'hostilité du marché du travail contre l'inexpérience et la sous-estimation des capacités des jeunes peut entraîner la perte de leur estime de soi, l'inhibition de leur esprit de créativité, l'appauvrissement, l'oisiveté, l'attrance pour les raccourcis, par voie de conséquences au rejet de cette frustration sur la société qui l'a créée. Leur espoir repose dans l'obtention d'une occupation digne et productive.

Cette pauvreté liée à l'emploi, due à la quasi-dépendance à une économie informelle dominée par le secteur agricole, est imputable aux facteurs divers. Les uns sont à l'apanage de l'Homme, les autres échappent au contrôle de l'humanité. Certes, la part des perceptions, des barrières culturelles et du statu quo est si importante qu'il faut agir aux deux bouts de la corde. En amont, investir dans la jeunesse revient à repenser à leur éducation : leur apprendre à entreprendre. Cet investissement est voué à l'échec s'il n'est pas accompagné par des actions fortes et concrètes d'intégration dans la vie professionnelle. En aval, les jeunes doivent bénéficier des conditions qui leur permettent d'être utiles à eux-mêmes et à la société. Ils s'attendent à un marché du travail prêt à leur encadrement, moins hostile à leur inexpérience et à leur jeunesse. Ils espèrent également pouvoir voler de leurs propres ailes.

Les recommandations suivantes sont formulées :

1. Etablir des relations étroites entre le système éducatif et le monde de l'entreprise :

Les solutions proposées lors des consultations mettent sur table le rôle de l'éducation pour faire face au chômage et au sous-emploi. Les relations étroites entre le système éducatif et le

monde de l'entreprise afin de susciter l'esprit de créativité et maximiser les chances d'embauche chez les jeunes après leurs études.

Cette recommandation s'appuie sur les idées issues des différentes consultations et de la recherche documentaire quant au souhait d'inculquer un esprit de créativité aux jeunes encore sur le banc de l'école afin de les préparer à leur avenir professionnel. Les obstacles socioculturels qui inhibent la créativité et renforcent l'attentisme, le contexte économique qui ne favorise pas la création des emplois pour les jeunes suscitent chez ces derniers un sentiment de « laissés-pour-compte ».

Pour traduire cette volonté de mettre l'école au centre de l'éducation à l'esprit d'entreprise et d'orientation

professionnelle, le concours de tous les partenaires de l'éducation s'avère incontournable. Ce partenariat devrait s'inspirer de l'organisation classique des activités d'éveil dans les écoles secondaires et dans les universités (Clubs scolaires, clubs universitaires, conférences, débat, visite dans les entreprises, visite des entreprises au sein des établissements d'enseignements ...).

RECOMMANDATIONS POUR ADRESSER LES DEFIS D'ACCES AU MARCHÉ DU TRAVAIL

- 1 Etablir des relations étroites entre le système éducatif et le monde de l'entreprise
- 2 Créer l'Observatoire National de l'Emploi

2. Créer l'Observatoire National de l'Emploi

Les défis entourant la question de l'emploi sont vastes. Une réflexion permanente doit être instaurée pour traduire les aspirations des uns et des autres sur l'emploi des jeunes en actions concrètes. L'Observatoire National de l'Emploi aura entre autres missions :

- De constituer un cadre de dialogue sur les défis qui minent le marché du travail ;

- D'instaurer un système d'information efficace sur l'emploi et la formation professionnelle de la jeunesse ;
- D'être un outil d'aide à la décision, contribuant à la définition, à l'évaluation et à l'amélioration des mesures de politique de l'emploi ;
- Dans le court terme l'Observatoire National de l'Emploi doit identifier des actions prioritaires notamment la disponibilité et le partage d'une information fiable et actualisée ;
- Dans le long terme, l'Observatoire National de l'Emploi se charge de proposer aux décideurs et leurs partenaires des orientations visant l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique nationale de l'emploi.

Pour plus d'information : Maud Roure, info@interpeace.org